

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

VALYON

18 RUE ANATOLE FRANCE
69200 Vénissieux

Références : UDR-TESSP-24-207-VM
Code AIOT : 0003200711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement VALYON implanté 15 CHEMIN DES BASSES VALLIERES 69530 Brignais. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la préservation de la ressource en eau dans le département du Rhône.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALYON
- 15 CHEMIN DES BASSES VALLIERES 69530 Brignais
- Code AIOT : 0003200711
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale du site est la fabrication d'alliages de métaux non ferreux notamment à partir de déchets dangereux et non dangereux, possiblement via des opérations d'incinération, de fonte, de traitement chimique et électrolytique mais aussi à partir de métaux purs.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement en eau – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
2	Prélèvement en eau – Entretien et vérification du compteur	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9	Sans objet
3	Prélèvement en eau – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 § II et III	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Sans objet
5	Préservation de la ressource en eau – Exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas soumis aux prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse DDT - SEN20230622_B27 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période sécheresse du territoire intra-départemental du Rhône et de la métropole de Lyon.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement en eau – Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Le site est exclusivement alimenté en eau via le réseau d'eau potable. Il compte une seule arrivée d'eau, pour l'usage sanitaire ou de process. Cette arrivée d'eau est munie d'un compteur d'eau. Les consommations annuelles du site sont d'environ 100 m3 en 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant tient un registre mensuel de consommation des eaux de process.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prélèvement en eau – Entretien et vérification du compteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun test/contrôle/maintenance n'est mené sur le compteur d'alimentation en eau qui n'est pas soumis à cette prescription.</p> <p>L'inspection a pu constater le bon état du compteur présent à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prélèvement en eau – Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 § II et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan des réseaux d'alimentation établis, mis à jour, datés faisant notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux, qui présente l'ensemble des réseaux du site (pluvial, confinement des eaux d'extinction incendie, ...). Ce plan localise en outre le compteur d'arrivée d'eau potable/process sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi des consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation pérenne des consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.
Constats : Les flux d'eau sont réduit au maximum dans le process de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préservation de la ressource en eau – Exemption aux restrictions – Cas 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exemption des restrictions pour les établissements faibles consommateurs
Prescription contrôlée : Mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE consommant moins de 1000 m ³ /an prélevés dans le milieu et moins de 7000 m ³ /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) Autres dispositions applicables dans ce cas dès le niveau d'alerte : - Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau pour limiter au maximum les consommations. - Report des opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau. - Le cas échéant, application des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse fixées dans l'arrêté préfectoral Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quel que soit l'usage non domestique de plus de 1000 m ³ /an.
Constats : Le site consomme moins de 1000 m ³ /an prélevés dans le milieu et moins de 7000 m ³ /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) (voir constat 1). Des actions de sensibilisation à la préservation de la ressource en eau est menée auprès des agents et l'arrivée d'eau de process est coupée chaque soir afin d'éviter une fuite en dehors de la présence de personnel sur site. Des bassins tampons viennent en relais pour les machines fonctionnant en continue. L'exploitant avait réfléchi à l'utilisation de l'eau de récupération de pluie pour son process. Il en a été dissuadé par le gestionnaire de réseau.
Type de suites proposées : Sans suite